

## **Fédéralisme au Kurdistan irakien : des impressions locales**

### **Introduction**

Le Kurdistan irakien a connu de nombreux changements sur les plans politique et économique depuis les années 1990, notamment après la création d'une zone d'exclusion aérienne dans une partie du territoire kurde. Cette situation d'autonomie s'est consolidée lorsque le gouvernement irakien est devenu une République fédérale dès 2003.

Le présent texte n'a pas pour prétention d'analyser de manière scientifique la situation actuelle du Kurdistan, mais a simplement pour but de donner quelques impressions recueillies lors de mon dernier séjour passé au Nord du Kurdistan irakien (juillet 2008).

Après avoir passé plusieurs postes de contrôle, notamment du côté de la douane turque, nous arrivons au Kurdistan d'Irak. Lorsque j'aperçois « welcome to iraqi Kurdistan regional government » sur une grande arcade, j'ai déjà une impression de familiarité.

Il faut préciser que cela faisait huit ans que je n'étais pas retournée dans ce pays et il fallait s'attendre à d'importants changements.

Les premiers aspects qui ont attiré mon attention furent d'une part la quantité des drapeaux du Kurdistan, affichés partout où il est possible, d'autre part le sentiment de sécurité dans cette région que l'on éprouve en passant la frontière. Quelques jours plus tard, je note un autre phénomène qui caractérise la situation actuelle : le tourisme arabe au Kurdistan. La plupart d'entre eux viennent de Mossoul et de Bagdad. Il existe parmi les Kurdes locaux une grande méfiance envers les Arabes. Et d'après les premiers, une grande partie de la population arabe serait indignée que des Kurdes puissent connaître une situation stable et paisible dans leur région.

Un autre aspect du quotidien m'a également frappé : les coupures d'électricité (toutes les 3 heures pendant 3 heures) et d'eau courante (un jour sur deux). Les commerces et maisons fonctionnent selon les horaires de l'électricité courante. Donc, à ce niveau-là, les autorités ne semblent pas encore avoir suffisamment investi dans l'amélioration de certaines infrastructures. Il faut toutefois reconnaître que cette situation n'est pas propre au Kurdistan car d'autres pays voisins connaissent ce type de difficultés. Il en est de même pour l'approvisionnement en essence. Les installations, raffineries de pétroles sont en mauvais état et par conséquent la qualité de l'essence se serait détériorée alors que son prix est plus élevé que dans le reste du pays.

Sur le plan économique, beaucoup d'entreprises turques se sont implantées dans la région, les échanges se font notamment avec la Turquie et l'Iran. A ce titre, il convient de souligner que le Kurdistan semble réellement coupé de l'Irak en ce sens qu'il ne semble pas avoir une forte coopération économique entre les deux parties. Dans la région kurde, un grand nombre de projets de constructions de lieux touristiques sont en cours (hôtels, lieux de détente, parcs d'attractions...) Depuis la chute du régime, deux aéroports internationaux sont ouverts (Erbil et Suleimanye) et à Dohok, un projet d'aéroport national est sur le point d'aboutir.

En ce qui concerne l'occupation américaine, j'ai pu relever que la population ne semble pas y voir d'inconvénients. Les Américains sont donc encore bien accueillis par les Kurdes. Une coopération étroite semble s'établir entre les deux parties, notamment depuis que certaines entreprises américaines ont découvert d'autres sites de pétrole dans le nord de l'Irak.

On remarque également un retour massif d'une partie de la diaspora kurde. Beaucoup de ces personnes reviennent pour y faire fortune (ouvrir des entreprises ou travailler pour le gouvernement), ce qui favorise encore davantage l'ouverture du Kurdistan sur les pays occidentaux. On peut ainsi supposer que ce phénomène d'internationalisation va continuer à se développer dans la région.

## **Démarche**

Les motifs qui m'ont poussé à retourner au Kurdistan, hormis les raisons familiales, étaient de pouvoir confronter les connaissances que j'ai acquises les mois précédents à la réalité actuelle. En effet, je voulais connaître les impressions locales sur la nouvelle situation instaurée depuis 2003, plus précisément sur le fédéralisme récemment mis en place. Pour ce faire, j'ai établi un bref questionnaire auquel je me suis plus ou moins référé lors des entretiens.

Globalement, je leur demandais comment vivaient-ils cette nouvelle phase (2003), s'il y avait eu des changements, puis ce que signifiait pour eux le fédéralisme. Il importe de souligner que le dialogue était parfois difficile parce qu'ils ne comprenaient pas entièrement ma démarche et de mon côté, j'avais quelque difficulté à trouver la bonne manière d'aborder certains sujets. J'étais moi-même désorientée par ce nouvel environnement pour rester claire dans mon propos initial. Un meilleur résultat aurait nécessité un plus long séjour pour une meilleure compréhension de la réalité locale. Les personnes que j'ai eu l'occasion d'interroger (environ une quinzaine) habitaient pratiquement tous la ville de Dohok et étaient donc majoritairement sous l'influence du PDK. L'échantillon de personnes que j'ai questionné était très hétérogène (adultes femmes et hommes ayant entre 18 et 50 ans) cela m'a donc m'a donné une idée très globale de l'opinion publique locale.

Les deux premières personnes qui parlent des autorités kurdes disent pratiquement avec les mêmes termes : « Ils font tout pour eux et rien pour les gens ! »

Cette phrase est répétée par une grande partie des personnes (non partisans) que j'ai interrogées.

D'abord, mes interlocuteurs notent que des changements importants ont eu lieu depuis 2003, notamment au niveau de la sécurité du Kurdistan. D'une part, la paix entre les deux partis PDK/UPK a apporté une certaine tranquillité dans la région, d'autre part la réconciliation avec le pouvoir central a consolidé le statut des Kurdes. Ces derniers ne se posent plus de question sur leur identité, elle est désormais reconnue par la majorité des acteurs nationaux et internationaux. Bien que méfiants envers la partie arabe, les Kurdes ne craignent plus le pouvoir central comme avant, sachant qu'ils ont leur mot à dire à Bagdad. Une petite minorité (interrogée) préfère même être gouvernée directement par le pouvoir de Nouri al Maliki, tant leur frustration est grande vis-à-vis du pouvoir kurde. Mais généralement, la plupart des personnes interrogées reconnaissent

que leur région jouit d'une sécurité relativement importante grâce aux autorités kurdes. Cet aspect est loin d'être négligeable dans un pays comme l'Irak.

Sur le plan économique, les personnes interrogées relèvent que de nombreux travaux de construction sont effectués, ou sont en cours ou en projet. Donc l'économie locale est visiblement très dynamique à ce niveau-là. Mais la plupart des projets de commerces de grande envergure sont liés aux autorités locales, c'est-à-dire que le PDK (pour le nord du Kurdistan) est très souvent associé à l'entrepreneur qui lui verse une part des bénéfices. En outre, les prix des produits ont beaucoup augmenté ces dernières années, alors que l'augmentation des salaires n'a pas nécessairement suivi la courbe du coût de la vie. La population, déçue par le fonctionnement des institutions dites démocratique, réclame une redistribution des ressources plus équitable, et plus de démocratie.

A propos de la démocratie, il faut noter que lorsque je leur demandais ce qu'ils pensaient du fédéralisme, ils me répondaient que le système actuel n'est pas démocratique. Le fédéralisme était ainsi systématiquement assimilé à la démocratie. J'ai constaté que les personnes interrogées avaient toutes une idée plus ou moins précise du fédéralisme (un gouvernement autonome à l'intérieur de l'Irak, un petit gouvernement qui soit lié au grand gouvernement...) Mais, il s'agissait pour la plupart des personnes ayant une éducation supérieure à la moyenne. D'ailleurs, ils m'ont indiqué que 50% de la population ne sait certainement pas ce que signifie le fédéralisme, qu'à la rigueur, ils répondent que c'est bien, parce que les autorités l'ont soutenu. Ce concept demeure encore peu connu et compris par la population. Donc, au niveau social, ce concept ne semble pas vraiment constituer un enjeu important.

Les individus sont surtout préoccupés par les questions économiques et sociales. La problématique du fédéralisme n'intéresse pour le moment que les sphères dirigeantes qui y trouvent de grands avantages au niveau de la répartition du pouvoir. En effet, comme je l'ai noté dans mon travail de diplôme, il s'avère que ce type de gouvernement est certes un compromis valable entre un Kurdistan indépendant et un Kurdistan qui serait à nouveau sous l'emprise du pouvoir central arabe, mais le fédéralisme semble également légitimer le pouvoir en place actuellement. Ce système trouve donc sa légitimité et son utilité dans divers aspects. Ce premier permet aux des Kurdes d'Irak de mener leur vie économique, politique et culturelle de manière autonome et démocratique. En outre, l'emblème du fédéralisme et de la démocratie permet aux dirigeants en place de renouveler leur légitimité, qui auparavant reposait sur la résistance face au pouvoir autoritaire de Bagdad.

Dans un deuxième temps, j'ai demandé leur avis sur l'inclusion de Kirkouk dans le GRK (Gouvernement Régional du Kurdistan). Les réponses variaient un peu d'une personne à l'autre. Certaines (des femmes surtout) affirmaient que Kirkouk ne devait pas revenir seulement aux Kurdes. Il vaut mieux que cette ville soit inscrite dans l'Irak, puisque de toute manière les revenus du pétrole ne reviendraient qu'aux autorités ou à leurs tribus. Donc cela ne changerait rien pour le reste de la population kurde. D'autres personnes ont soulevé que Kirkouk est indéniablement kurde, mais cela ne signifie pas que la ville doit être intégrée au Kurdistan car une telle décision ne ferait qu'empirer le conflit en Irak, sur le plan national et régional. Même les deux membres du PDK (tous deux ayant des fonctions relativement importantes) que j'ai interrogés ne souhaitent pas l'intégration de Kirkouk. Le premier m'a confié que les entreprises américaines avaient trouvé suffisamment de sites pétroliers au nord du Kurdistan pour ne plus réclamer l'exclusivité

de la ville multiethnique. Ce pragmatisme par rapport à Kirkouk et plus généralement par rapport à l'indépendance, montre que les Kurdes ont vite intégré la réalité géostratégique de leur région.

Une autre problématique avait retenu mon attention lorsque j'analysais la Constitution irakienne, celle des langues officielles. Ainsi, j'ai demandé dans quelle langue étaient enseignées les écoles et les universités. En ce qui concerne le nord du Kurdistan, la région de Bahdinan, l'école obligatoire est enseignée en Kurde bahdini (exemple de Dohok), mais au niveau universitaire les cours sont donnés en arabe (ou en anglais). Au sud du Kurdistan (région sorani) c'est le dialecte sorani qui est utilisé à tous les niveaux, même universitaire. Ainsi, il existe encore quelques controverses sur la langue et le dialecte à adopter.

Enfin, sans en être étonnée, j'ai pu constater que la question de l'occupation américaine fait l'unanimité chez les Kurdes. Ces derniers sont conscients que le soutien des Etats-Unis est essentiel au maintien de la situation stable que connaît le Kurdistan depuis plusieurs années et par conséquent ils ne souhaitent pas leur retrait aussitôt.

Au-delà des revendications justifiées de mes interlocuteurs, on peut tout de même se demander si la situation du Kurdistan évolue dans le bon sens. En considérant les efforts que les élites kurdes ont faits depuis les quinze dernières années pour l'autonomie de leur région, les élections libres qui ont eu lieu dès le début des années 1990 ainsi que la promotion d'une économie (plutôt *libérale*) on peut espérer qu'à long terme, la démocratie va être progressivement intégrée par la population et les élites locales. Mais comme nous l'avons déjà noté, ce processus nécessite beaucoup de temps et il ne peut se faire en une génération.